

Impôt sur les revenus pétroliers—Loi

M. MacLellan: Oui, folles ambitions. La raison immédiate, selon le gouvernement, c'est qu'il n'est pas satisfait des bénéfices tirés des opérations de distribution de Petro-Canada. Pourtant, après avoir pris possession de Gulf Canada, société dont le secteur de la distribution allait beaucoup mieux, la société d'État se prépare à remercier les employés de Gulf responsables justement du succès de ce secteur. C'est tout à fait illogique, mais c'est à l'image du reste de la politique pétrolière du gouvernement.

La raison à long terme pour laquelle Petro-Canada augmente ses prix, c'est que le gouvernement veut accroître les profits de la société le plus possible, afin de pouvoir la privatiser. Lorsque l'on vendra des actions de la société, elles seront beaucoup plus prisées si les profits sont plus élevés. La ministre disait à la télévision l'autre soir qu'on entendait toujours privatiser Petro-Canada mais le gouvernement nous dit qu'il ne sait pas quand cela se fera. Le gouvernement espère-t-il jeter de la poudre aux yeux des Canadiens avec leur propre argent? C'est le public qui supporte ces prix trop élevés de l'essence. C'est l'argent des contribuables que le gouvernement donne aux multinationales en supprimant l'impôt sur les revenus pétroliers. C'est aussi l'argent des contribuables que le gouvernement a utilisé pour renflouer les banques en faillite. S'il continue cette politique, le public finira par acheter, avec son propre argent, une société d'État qui lui appartient. Étant donné la triste situation financière des Canadiens, ce n'est pas simplement injuste, c'est immoral.

L'augmentation de l'essence ne frappe pas seulement les riches, elle a un effet beaucoup plus important sur les Canadiens à faibles revenus. Ces augmentations sont dures à supporter, d'autant plus que les prix baissent depuis des mois dans tous les autres pays occidentaux.

Malheureusement, les lignes de conduite du gouvernement ont un effet très négatif sur l'idée que les Canadiens se font de Petro-Canada. Les Canadiens savent que Petro-Canada donne le ton pour les hausses de prix. C'est pourquoi, de plus en plus, ils prennent cette société d'État en grippe. Ce qu'ils jugeaient au départ être une entreprise tout à fait positive et un début très encourageant est maintenant devenu un cauchemar. Le consommateur canadien se fait exploiter à cause de la politique du gouvernement que cette société doit appliquer. Combien de temps cela peut-il durer? Combien de temps les Canadiens peuvent-ils continuer à payer de tels prix? La ministre nous a dit que les baisses mondiales du prix du pétrole seront transmises aux consommateurs. Nous ignorons combien de temps cela prendra et dans quelle mesure les consommateurs profiteront des baisses de prix. Pourquoi? Parce que nous ignorons si les pétrolières feront profiter pleinement les consommateurs de ces baisses de prix ou si elles se contenteront d'augmenter leur marge de profit. Nous ignorons ce que le gouvernement compte faire relativement à sa politique d'imposition de l'essence. Nous savons cependant que, si le prix de l'essence augmentait, les consommateurs seraient immédiatement touchés. Les pétrolières n'attendraient pas deux ou trois mois pour épuiser leurs réserves avant de transmettre la hausse de prix aux consommateurs. Non, cela se fait uniquement quand le prix baisse. Lorsqu'il augmente, la hausse de prix est transmise

aux consommateurs le lendemain. Ce n'est pas ce que nous envisageons quand Petro-Canada a été créée.

Le gouvernement nous a dit que nous ne devrions pas nous plaindre de la hausse des prix du pétrole et du gaz parce que l'usine de valorisation Husky, le gisement Hibernia et le projet Venture sont en jeu. Le gouvernement nous dit qu'il a besoin de prix plus élevés pour que les bénéficiaires servent à financer ces projets. Le public croyait peut-être cette histoire le printemps dernier au moment de la signature de l'Accord de l'Ouest, mais personne au Canada ne croira la même histoire une deuxième fois pour justifier des prix de l'essence plus élevés. Il est temps que le gouvernement dise la vérité aux Canadiens et reconnaisse qu'il laisse les prix augmenter parce qu'il veut se débarrasser de Petro-Canada, la privatiser et augmenter ses bénéfices le plus possible afin d'obtenir le prix fort pour une émission d'actions privée. En outre, le gouvernement a fait une promesse aux multinationales, aux principaux acteurs de l'industrie pétrolière et gazière, en leur disant qu'elles seraient protégées.

• (1120)

Récemment, le gouvernement n'a pas donné les mêmes garanties aux consommateurs que pendant la campagne électorale. A ce moment-là, c'était l'une des nombreuses promesses faites par le gouvernement au peuple canadien. Le gouvernement n'a pas fait cette promesse récemment parce qu'il sait qu'il ne peut pas fournir de telles garanties vu que la situation favorise tellement les entreprises au détriment des consommateurs.

Cette question est en train de prendre beaucoup d'importance au Canada. Les consommateurs sont en colère. Ils en veulent au gouvernement, non seulement à cause des prix élevés ou parce que le gouvernement leur a fait croire une chose et qu'il a fait autre chose, mais parce que le gouvernement insulte leur intelligence en répétant les mêmes réponses que l'année dernière et que pendant la campagne électorale l'année précédente. Le gouvernement dit aux consommateurs canadiens qu'il leur donne les bonnes réponses et qu'ils devraient le croire. Non seulement les consommateurs canadiens ne le croient pas, mais chaque mauvaise excuse que donne le gouvernement rend encore plus évident son hypocrisie, son indifférence à l'égard des consommateurs et le fait qu'il n'inspire plus aucune confiance aux Canadiens.

M. Skelly: Monsieur le Président, le député peut-il nous dire quelles seront les conséquences pour les contribuables si la taxe sur les recettes pétrolières et gazières est supprimée? Peut-il nous dire ce qui arrivera aux services gouvernementaux et quelles seront les conséquences de ce projet mal conçu du gouvernement sur les impôts que paient les Canadiens, surtout dans la région que représente le député?

M. MacLellan: Je le ferai avec plaisir, monsieur le Président. En 1990, la réduction de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières représentera pour les contribuables canadiens une dépense fiscale de 2 milliards à 3 milliards de dollars, dépense que les consommateurs canadiens devront assumer. Pourtant, cette année, le gouvernement a dépensé plus de un milliard de dollars pour sauver deux banques canadiennes.